

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 23 février et du 2 mars 2026

Fait marquant

Impact économique au Royaume-Uni de la guerre en Iran

L'intervention militaire américaine et israélienne en Iran est suivie de près par le gouvernement et les marchés britanniques.

L'impact sur l'économie britannique se transmet notamment par le canal des prix de l'énergie. Par rapport aux autres pays européens, le Royaume-Uni est plus exposé aux variations du prix du gaz, qui constitue 35 % de la demande totale d'énergie du pays ([FT](#)), ce qui avait expliqué l'ampleur de l'impact sur l'inflation de l'invasion russe en Ukraine en 2022 (l'inflation en glissement annuel avait atteint jusqu'à 11,1% en octobre 2022).

Le 4 mars, David Miles, membre du comité de [l'Office for Budget Responsibility](#), l'organisme indépendant chargé des prévisions budgétaires, a déclaré à la BBC que si les prix du pétrole et du gaz restaient élevés, cela contribuerait à l'inflation au Royaume-Uni [qui était à 3% en janvier]. Il a toutefois précisé qu'il était important de noter que ces hausses étaient « loin d'être aussi importantes » que celles observées après le lancement par la Russie de son invasion à grande échelle de l'Ukraine il y a quatre ans.

Une première déclaration du think-tank [Resolution Foundation](#) estime que si les récentes hausses du prix du pétrole et du gaz devaient se maintenir, elles pourraient ajouter environ un point de pourcentage à l'inflation et 500 £ à la facture énergétique annuelle type – cet avertissement intervenant alors que de nombreux ménages espéraient une baisse de leurs factures d'énergie, après que

le régulateur Ofgem ait annoncé en avril une baisse du plafond des prix, dans le cadre de l'engagement du gouvernement à réduire les factures annuelles de 150 £ en moyenne (cf. brèves ci-dessous).

Selon le [FT](#), plusieurs distributeurs d'énergie britanniques ont également retiré ou augmenté les tarifs de leurs offres à prix fixe (le nombre d'offres disponibles est passé de 38 samedi à 17 mercredi, dont la moins chère coûte désormais 1640 £/an contre 1509 £/an auparavant). Ces mesures affectent notamment les offres d'électricité pour les véhicules électriques.

Dans ce contexte, la chancelière Rachel Reeves a rencontré les dirigeants du secteur énergétique de la mer du Nord (y compris les acteurs du secteur hydrocarbures) le 4 mars afin de discuter des implications du conflit au Moyen-Orient.

Londres est également au centre de la crise à travers son rôle comme principal marché de l'assurance maritime. Les propositions du président américain Donald Trump visant à protéger le transport maritime face aux menaces iraniennes n'ont pas suffi à rassurer le secteur : les primes d'assurance contre les risques de guerre ont été multipliées par 12 alors que le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial, est en grande partie paralysé depuis l'attaque américaine contre l'Iran.

Parmi les autres impacts sectoriels, le principal syndicat agricole (National Farmers Union) s'est dit préoccupé par les répercussions que pourrait avoir le blocage du détroit d'Ormuz sur **le commerce d'engrais**. Le Royaume-Uni importe en effet 60 % de ses besoins en engrais azotés.

Le contexte géopolitique et ses effets sur l'inflation pourrait également limiter les perspectives de baisse des taux directeurs, alors qu'avant le déclenchement du conflit, les marchés avaient prévu que la Banque d'Angleterre pourrait réduire ses taux d'intérêt à deux reprises cette année [prochaine décision prévue le 19 mars], compte tenu du ralentissement de l'inflation.

Energie

Engie rachète le plus important distributeur d'électricité britannique

Engie a annoncé l'acquisition de UK Power Networks, le plus grand gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité au Royaume-Uni, pour un montant de 10,5 Md£. L'entreprise française rachète l'actif au groupe CK Infrastructure Holdings, contrôlé par le milliardaire hongkongais Li Ka-shing, et qui avait en 2022 envisagé une vente aux fonds Macquarie et KKR.

UK Power Networks dessert 8,5 millions de foyers et d'entreprises à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre. Les gestionnaires de réseaux de distribution tirent leurs revenus des factures d'électricité, dont les rendements sont encadrés par les régulateurs et offrent donc une visibilité accrue sur les flux financiers. Pour Engie, dont l'État français détient 23 % du capital, cette acquisition s'inscrit dans une stratégie de rééquilibrage vers les infrastructures régulées et les énergies renouvelables, après une période historiquement marquée par le gaz. La directrice générale Catherine MacGregor a indiqué que le Royaume-Uni deviendrait le deuxième contributeur au résultat opérationnel du groupe après la France.

L'opération intervient dans un contexte d'investissements massifs attendus dans les réseaux électriques britanniques, nécessaires pour accompagner l'électrification de l'économie et l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050.

Les prix régulés de l'énergie en baisse au printemps 2026

Le régulateur britannique de l'énergie, Ofgem, a annoncé une baisse de 7 % du plafond tarifaire de l'électricité et du gaz pour la période d'avril à juin 2026. La facture annuelle type passerait ainsi de 1758£ à 1641£ pour les ménages au tarif par défaut (soit environ 60 % du marché). Cette diminution résulte notamment d'une baisse des prix de gros et d'une décision du gouvernement de financer par l'impôt une large part des subventions aux énergies renouvelables, ainsi que de la suppression d'un programme d'efficacité énergétique auparavant financé via les factures. Les fournisseurs seront aussi tenus de répercuter les allègements de charges sur les contrats à tarif fixe.

La réduction intervient alors que les coûts de réseau — liés à la modernisation et à l'entretien des infrastructures électriques et gazières — augmentent, ajoutant environ 66£ par an pour un foyer type. Malgré la baisse annoncée, le niveau du plafond reste ainsi supérieur à celui d'avant la crise énergétique de 2021-2022.

Le gouvernement vise une baisse des factures pouvant atteindre 300£ par an d'ici 2030.

Plusieurs anciens ministres appellent le gouvernement à revoir sa politique sur la production d'hydrocarbures

Huit anciens ministres britanniques de l'énergie, issus de différents partis, ont appelé le gouvernement à revoir sa politique sur le pétrole et le gaz en mer du Nord. Dans une lettre adressée au Premier ministre, ils affirment que les restrictions actuelles et la fiscalité renforcée sur le secteur affaiblissent la sécurité énergétique du Royaume-Uni tout en ayant peu d'impact sur les émissions mondiales de carbone.

Les signataires demandent notamment la fin anticipée de la taxe exceptionnelle sur les profits des compagnies pétrolières et gazières, ainsi que la levée de l'interdiction de nouveaux permis d'exploration en mer du Nord. Selon eux, réduire trop rapidement la production domestique risque d'accroître la dépendance du pays aux importations, notamment de gaz naturel liquéfié, alors que le pétrole et le gaz représentent encore environ 75 % de la consommation énergétique britannique. Cet avertissement a résonné avec le déclenchement dans les jours qui ont suivi du conflit en Iran.

Le gouvernement défend sa stratégie de transition vers des sources d'énergie plus propres en soulignant que la production de la mer du Nord est déjà en déclin naturel. Il estime également qu'augmenter les forages ne ferait pas baisser les factures, car les prix de l'énergie sont déterminés sur les marchés internationaux.

Environnement

Waitrose cesse ses ventes de maquereau face aux risques liés à la surpêche

La chaîne de supermarchés britannique Waitrose a annoncé la suspension de ses ventes de maquereau en raison des inquiétudes croissantes liées à la surpêche dans l'Atlantique nord-est. L'enseigne deviendra ainsi la première au Royaume-Uni à retirer ce poisson de ses rayons, cessant l'approvisionnement en produits frais, réfrigérés

et surgelés d'ici fin avril, les conserves étant retirées une fois les stocks écoulés. Elle prévoit d'orienter les consommateurs vers des alternatives jugées plus durables, telles que le hareng, la sardine ou le bar.

Cette décision intervient après plusieurs alertes scientifiques. Le Marine Conservation Society a rétrogradé le maquereau dans son guide de consommation responsable, tandis que le International Council for the Exploration of the Sea (ICES) a recommandé en septembre une réduction de 70 % des quotas de pêche afin de reconstituer les stocks. En décembre, les quatre nations du Royaume-Uni ont décidé d'une baisse de 48 %, inférieure donc aux recommandations scientifiques. Le ministère britannique de l'Environnement affirme travailler avec les autres pays concernés pour réduire la pression sur les stocks tout en protégeant l'emploi dans les communautés de pêche.

Le distributeur d'eau South East Water condamné à 22M£ d'amende par le régulateur pour manquements répétés

Le régulateur britannique de l'eau, Ofwat, prévoit d'infliger une amende d'environ 22 M£ à South East Water pour des interruptions répétées de l'approvisionnement en eau entre 2020 et 2023, qui ont touché près de 300 000 habitants. L'enquête conclut que l'entreprise n'a pas correctement entretenu certaines infrastructures essentielles — réservoirs, forages et grandes conduites — et qu'elle n'a pas suffisamment anticipé les périodes de forte demande ou les conditions météorologiques extrêmes.

Ces défaillances ont entraîné des coupures d'eau qui ont empêché de nombreux habitants d'utiliser l'eau courante pour des besoins quotidiens. Ofwat a également critiqué une gestion de crise jugée lente et désorganisée, avec un manque d'eau en bouteille, de camions-citernes et de soutien aux personnes vulnérables.

De nouvelles interruptions ont encore affecté des dizaines de milliers de clients fin 2025 et début 2026, ce qui a conduit le régulateur à ouvrir une nouvelle enquête. L'entreprise, qui dessert environ 2,2 millions de clients a demandé à la Haute Cour de bloquer temporairement la publication du régulateur, mais sa requête a été rejetée.

South East Water est également surveillée par le régulateur en raison de ses difficultés économiques, alors que l'entreprise est endettée à hauteur de 1,3 Md£.

Transports

Le gouvernement prend le contrôle du terminal de fret ferroviaire transmanche de Barking

Le gouvernement britannique a annoncé la reprise du terminal de fret ferroviaire de Barking Eurohub par l'acteur public Network Rail, permettant au trafic de fret ferroviaire via le tunnel sous la Manche de redémarrer. L'organisme public investira 15 M£ pour moderniser le site, seul capable d'accueillir des wagons de fret européens au Royaume-Uni. Cette opération doit permettre la circulation de convois transportant l'équivalent de plus de 100 000 camions par an, avec un objectif estimé à terme à environ 140 000 poids lourds retirés des routes britanniques.

Le terminal, jusqu'ici exploité par DB Cargo UK et détenu par Legal & General, était considéré comme sous-utilisé depuis sa construction. L'absence de trains de fret circulant sur la ligne à grande vitesse vers Londres depuis 2024 limitait son potentiel, et Getlink avait annoncé à l'automne geler ses investissements sur le site en raison d'une forte hausse de sa fiscalité. En devenant opérateur « neutre » via sa filiale immobilière Platform4, Network Rail entend attirer davantage d'entreprises ferroviaires et renforcer l'intégration avec le réseau européen accessible via le Tunnel.

Cette initiative s'inscrit dans la réforme plus large du système ferroviaire britannique et dans l'objectif gouvernemental d'augmenter de 75 % le volume de fret transporté par rail d'ici 2050, dans le cadre de la création de Great British Railways.

Industrie

Nissan menace de fermer son usine à Sunderland suite aux propositions de la Commission sur la préférence européenne

La Commission européenne a présenté le 4 mars son projet d'*Industrial Accelerator Act* (IAA), un règlement qui contient

notamment des dispositions imposant une préférence européenne pour les marchés publics et les subventions versées par les Etats-membres. Cette mesure s'appliquerait aux secteurs énérgo-intensifs, aux véhicules électriques et aux technologies net-zéro, et serait également ouverte aux Etats tiers liés à l'Union par des accords de libre-échange, dont le Royaume-Uni.

Le texte prévoit cependant des mesures plus strictes pour deux catégories de véhicules : les petites voitures électriques et les véhicules de flottes d'entreprises. Ces véhicules devraient notamment être assemblés dans l'Union européenne pour être éligibles à la préférence européenne. Cette annonce a inquiété Nissan qui produit au Royaume-Uni des véhicules pour le marché européen.

Le gouvernement signe un important contrat avec Leonardo pour la production d'hélicoptères militaires

Selon le [FT](#), la chancelière britannique Rachel Reeves doit valider un contrat de défense d'un montant d'environ 1 Md£ avec le groupe italien Leonardo pour la construction de nouveaux hélicoptères militaires. L'accord prévoit la production d'appareils de transport tactique moyen sur le site de Yeovil, dernier site d'assemblage d'hélicoptères militaires au Royaume-Uni, afin de remplacer les Puma vieillissants utilisés par la Royal Air Force.

Leonardo était le seul candidat en lice depuis le retrait de Lockheed Martin et de Airbus en 2024. La décision avait été retardée en raison de tensions budgétaires au sein du ministère de la Défense et de l'attente de la publication du Defence Investment Plan, document stratégique définissant les priorités capacitaires des forces armées, à nouveau reportée.

La signature intervient quelques jours avant l'expiration de l'offre de Leonardo. Le contrat devrait sécuriser environ 3 000 emplois sur le site de Yeovil et plusieurs milliers supplémentaires dans la chaîne d'approvisionnement.

Ouverture de la première usine de lithium britannique dans les Cornouailles

La première usine commerciale de lithium du Royaume-Uni a été inaugurée à Redruth, en Cornouailles. L'installation de Geothermal

Engineering Ltd produira dans un premier temps 100 tonnes de lithium par an, soit l'équivalent nécessaire à environ 2 000 véhicules électriques, avec un objectif de montée en puissance à 1 500 tonnes annuelles, puis à plus de 18 000 tonnes sur la prochaine décennie. Ce développement, qui nécessiterait environ 640 M£ d'investissement, s'appuie sur l'extraction de lithium à partir de fluides géothermiques souterrains. L'entreprise a également mis en service la première centrale géothermique du pays pour alimenter le site, ce qui permettra de réduire les coûts d'approvisionnement énergétique.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie britannique visant à sécuriser des approvisionnements domestiques en minerais critiques, alors que la Chine domine environ 60 % du traitement mondial du lithium et contrôle une large part de la chaîne de valeur des batteries. Londres ambitionne de produire 50 000 tonnes de lithium par an d'ici 2035. Toutefois, la chute des prix du lithium ces dernières années a conduit au report ou à la révision de nombreux projets occidentaux.

D'autres acteurs britanniques avancent plus prudemment. Cornish Lithium prévoit une usine commerciale d'ici 2029 et a revu à la baisse son objectif de production pour 2030, tandis que Imerys a suspendu son projet d'extraction dans les Cornouailles.

Rolls-Royce, en excellente santé financière, sollicite un soutien public pour son retour sur le segment des avions monocouloirs

Rolls-Royce a présenté des résultats 2025 en forte hausse, avec un bénéfice opérationnel record de 3,5 Md£ (+40 %), et a annoncé un programme pluriannuel de rachat d'action entre 7 et 9 Md£ entre 2026 et 2028, dont 2,5 milliards dès cette année. Portée par la demande soutenue pour ses moteurs civils, ses activités de défense et ses systèmes d'énergie, la capitalisation boursière du groupe a fortement progressé.

Dans ce contexte favorable, le directeur général du groupe, Tufan Erginbilgiç, a malgré tout défendu la demande de soutien public formulée par le groupe pour développer un nouveau moteur destiné au marché des avions moyen-courriers. L'entreprise a sollicité jusqu'à 200 M£ d'aide publique afin de financer un prototype du moteur « UltraFan30 », soulignant que ses concurrents — Pratt & Whitney, GE Aerospace et Safran — bénéficient de niveaux de subventions supérieurs. Rolls-Royce affirme avoir déjà investi plus de 1,2 Md£ dans ses technologies UltraFan.

Cette initiative marque la volonté du groupe de réintégrer le segment des avions monocouloirs, qu'il avait quitté il y a plus de dix ans et qui représente la majeure partie du marché mondial en volume. Les avionneurs Airbus et Boeing devraient sélectionner les motoristes de leurs futurs appareils d'ici la fin de la décennie. Rolls-Royce a laissé entendre que la localisation du projet pourrait dépendre du soutien obtenu au Royaume-Uni.

La start-up Wayve spécialisée dans la conduite autonome lève 1,2Md£

La start-up britannique d'intelligence artificielle Wayve a annoncé avoir levé 1,2 Md£ auprès d'investisseurs comprenant des groupes technologiques (Nvidia, Microsoft, Uber), mais également des constructeurs automobiles. Cette opération valorise l'entreprise londonienne à 8,6 Md\$ et porte le total des fonds levés à 2,5 Md\$. Il s'agit de la première levée de fonds intégrant directement des constructeurs automobiles, alors que Wayve a signé un partenariat commercial avec Nissan en 2025 et que la startup a annoncé que Mercedes-Benz et Stellantis envisagent d'utiliser ses systèmes.

Wayve se prépare avec Uber à lancer un service de robotaxis à Londres cette année, dans le cadre des premiers essais britanniques du secteur. L'entreprise entrera ainsi en concurrence avec Waymo, filiale d'Alphabet, et avec le groupe chinois Baidu.

Fondée en 2017, Wayve affirme entrer dans une phase de commercialisation après plusieurs années de recherche et développement. Contrairement à certains concurrents qui conçoivent des systèmes intégrés pour des véhicules spécifiques, la société met en avant une technologie « généralisable », adaptable à différents modèles de véhicules et d'environnements urbains. Son modèle économique repose sur la fourniture de logiciels à forte marge aux constructeurs, qu'il s'agisse de véhicules particuliers dotés de fonctions avancées d'assistance à la conduite ou de services de robotaxis.

Ineos envisage des cessions d'actifs pour rétablir sa situation financière

Le groupe chimique Ineos, fondé par le milliardaire britannique Jim Ratcliffe, étudie des cessions d'actifs et des solutions de refinancement face aux difficultés persistante du secteur. Selon le

[FT](#), l'entreprise envisage notamment la vente d'actifs de sa filiale Inovyn, spécialisée notamment dans le PVC et la soude caustique mais également la production de chlore utilisée pour purifier 98% de l'eau potable britannique. Parallèlement, Ineos a engagé des discussions avec ses créanciers afin de refinancer des obligations arrivant à échéance l'an prochain, tandis que ses actionnaires ont récemment injecté 200 M€ de fonds propres et mis en place 300 M€ de financement adossé aux stocks.

Le groupe, qui s'est développé par acquisitions successives financées par la dette, subit la conjoncture difficile de la chimie européenne : concurrence d'importations chinoises à bas prix, coûts énergétiques élevés et demande atone. La filiale Inovyn est particulièrement exposée aux prix de l'électricité. Son excédent brut d'exploitation ajusté a chuté de 41 % en 2024 et deux sites allemands ont été fermés l'an dernier.

La structure de dette d'Ineos, notamment via son entité de financement Quattro, suscite également l'attention des investisseurs. Le ratio d'endettement net rapporté à l'Ebitda atteignait 7,7 fin 2025, un niveau considéré comme très élevé par les agences de notation, et S&P Global Ratings a récemment abaissé la note du groupe. Dans ce contexte, Ineos cherche à renforcer sa liquidité, réduire son levier financier et stabiliser sa situation alors que le ralentissement sectoriel se prolonge.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr